



# ANNEXE 1

**Procès-Verbal**  
**Conseil Communautaire du 30 juin 2015**  
**4<sup>ème</sup> Séance**

**Ordre du jour**

- 1) APPROBATION DU PROCES VERBAL DU CONSEIL DU 14 AVRIL 2015**
- 2) COMPTE RENDU DES DERNIERES DECISIONS PRISES PAR LE BUREAU EN VERTU DES ATTRIBUTIONS DELEGUEES PAR LE CONSEIL**
- 3) COMPTE RENDU DES DERNIERES DECISIONS PRISES PAR LA PRESIDENTE EN VERTU DES ATTRIBUTIONS DELEGUEES PAR LE CONSEIL**
- 4) AUTORISATION DONNEE A LA PRESIDENTE A SIGNER LE PROTOCOLE DE MOBILISATION ET DE SOLIDARITE PERMETTANT DE FAIRE FACE AUX ARRIVEES MASSIVES D'ALGUES SARGASSES SUR LE LITTORAL GUADELOUPEEN**
- 5) OUVERTURE D'UNE LIGNE DE TRESORERIE**
- 6) MODIFICATION DE LA DELIBERATION DU 14 AVRIL 2015 N° COM 2015-04-03/37 PORTANT VOTE DES TAUX DES IMPOTS DIRECTS**
- 7) ADHESION DE LA CANGT AU CNAS**
- 8) INFORMATION SUR LA MISE A DISPOSITION D'UN AGENT**
- 9) RETRAIT DE LA DELIBERATION COM 2015-02-02/14 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE INDEMNITE FORFAITAIRE DE FRAIS DE REPRESENTATION AUX DGA**
- 10) SUBVENTION POUR LA MANIFESTATION « PAROLES D'UNE GRANDE TERRE »**
- 11) AJUSTEMENT DE LA TARIFICATION (PART PARENTALE) DU TRANSPORT SCOLAIRE SUR LE TERRITOIRE DE MORNE A L'EAU**
- 12) DETERMINATION DU LIEU DE LA PROCHAINE SEANCE**

Liste des membres du Conseil Communautaire  
Séance du  
**Mardi 30 juin 2015**

**Nombre de membres du conseil : Trente-six (36)**

**Etaient présents : Vingt-quatre (24)** conseillers communautaires, dont la liste suit :

Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane, M. ARTHEIN Victor,  
M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc,  
Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard,  
M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph,  
Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina,  
M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia,  
M. SIOUMANDAN Rénalt.

**Conseillers absents ayant donné procuration : Quatre (4)**

M. ANZALA Jean à M. PORLON Pierre,  
Mme ARMOUGON Betty à M. HILL Joseph,  
Mme LAUG Caroll à M. DELTA Edouard,  
Mme OUJAGIR à M. ROUX Harry.

**Conseillers excusés : Trois (3)**

Mme JASMIN Victoire, M. LOMBION Jean-Claude, Mme REINE épouse RAMPATH Sheila.

**Conseillers absents : Cinq (5)**

M. DONA-ERIE Alfred, Mme GUILLAUME Stella, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITEL Florent,  
Mme MOUNSAMY Fritz.

***Compte rendu du Conseil communautaire***  
Séance du mardi 30 juin 2015

L'an deux mille quinze, le mardi 30 juin à 18 h 14, les membres du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre (CANGT) se sont réunis, à la salle des délibérations de la mairie de Morne-A-L'Eau, sur convocation en date du 23 juin 2015 courant, qui leur a été adressée par Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Présidente de la CANGT.

Il a été dressé une feuille de présence qui sera annexée au procès-verbal. **Mme la Présidente** demande à un fonctionnaire de la CANGT de procéder à l'appel. Le Conseil communautaire a pu valablement délibérer puisque le quorum a été atteint.

**La Présidente** propose à l'assemblée que **M. HILL Joseph** soit désigné secrétaire de séance. Le Conseil communautaire accepte cette proposition à l'unanimité des présents.

**La Présidente** propose qu'un point soit rajouté à l'ordre du jour afin de tenir compte des doléances des riverains de la section Richeval de Morne-A-L'eau. Cette proposition a été acceptée à l'unanimité.

### **PREMIER POINT**

#### **Approbation du compte rendu de la 3<sup>ème</sup> séance du Conseil Communautaire qui s'est tenue le 14 avril 2015**

Le Procès-verbal (PV) de la séance du conseil communautaire en date du 14 avril 2015 était joint à la convocation. **LA PRESIDENTE** interroge l'assemblée afin de s'enquérir des remarques et observations liées au projet de PV.

Arrivée de M. Dartron Jean et M. Hermin Georges à 18h20

Le conseil ne formule aucune remarque ni observation.

**Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide d'approuver à l'unanimité des votants le procès-verbal du conseil communautaire du 14 avril 2015.**

### **DEUXIEME POINT**

#### **Intervention des membres du comité des riverains concernant le projet « Pole de Valorisation de Déchets (PVD) »**

En 2011, la Ville de Morne-à-l'Eau a souhaité se doter d'un Pôle de Valorisation des Déchets (PVD) performant qui puisse répondre à une gestion optimisée de ses déchets ainsi que de ceux d'une partie du Nord Grande-Terre.

Après une étude de faisabilité détaillée menée de 2011 à 2012, la parcelle AH171 (ex AH51) située à Richeval a été identifiée pour accueillir le PVD composé uniquement d'une déchèterie et d'une ressourcerie.

Par souci de cohérence de la gestion des déchets, la commune de Morne-à-l'Eau avait émis l'idée de compléter ce pôle par un quai de transfert, porté par le SYVADE et inscrit au Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés de 2008.

**LA PRESIDENTE** précise que la construction d'un quai de transfert n'est pas prévue dans le projet porté par la CANGT.

En effet, depuis le 1er janvier 2014, la CANGT exerce en lieu et place de ses communes membres la compétence « collecte des déchets ». C'est donc désormais la CANGT qui doit assumer la construction et la gestion du PVD.

Depuis le mois de mai 2015, les riverains du terrain où doit être placé le PVD, ont manifesté leur mécontentement d'abord sur l'implantation d'un quai de transfert et ensuite, sur le projet dans son ensemble.

Arrivée de M. Dulac Daniel à 18h24

Arrivée de M. Corneille Denis à 18h56

**Les riverains** ont été autorisés par la Présidente à intervenir et à présenter leurs doléances en séance.

**Les riverains** de la section de Richeval s'expriment et indiquent notamment qu'ils souhaitent le retrait de ce projet sur le site de Richeval et ils suggèrent qu'il soit déplacé ailleurs à Morne-à-L'Eau.

Ils précisent qu'ils croient en ce projet, cependant ils pensent que le lieu choisi pour son implantation, n'est pas approprié. Ils craignent que la voie d'accès attenante à la construction soit polluée à cause de l'incivisme de la population.

**M. FRANCFORT** souhaite qu'un consensus soit trouvé afin de trouver une solution qui soit favorable à tous.

**M. HERMIN** intervient en confirmant qu'il s'agit d'un beau projet mais il estime qu'il n'a pas été suffisamment tenu compte de l'avis des riverains quant à l'implantation de la construction choisie. Ainsi, il propose qu'une nouvelle rencontre soit organisée entre les riverains et la CANGT pour discuter des aspects du projet contestés par les riverains.

Au regard des échanges et débats intervenus, **LA PRESIDENTE**, soutenue par les membres du conseil communautaire, décide de retirer ce point à l'ordre du jour ; il ne fera donc pas l'objet d'une délibération.

Il est acté qu'une rencontre entre les administrés et les élus, soit programmée ultérieurement.

### **TROISIEME POINT**

#### **Compte rendu des décisions prises par le bureau communautaire**

**LA PRESIDENTE** expose que par délibération n° COM 2014-04-02 /18 du 28 avril 2014, le conseil communautaire a délégué certaines de ses attributions au Bureau communautaire.

En application de l'article L. 5211-10 du CGCT, la Présidente doit rendre compte à l'organe délibérant, des décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de ladite délégation, qui ont été prises par le bureau.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, a pris acte des décisions prises par le bureau communautaire le 14 avril 2015 par délégation d'attributions du Conseil communautaire.***

### **QUATRIEME POINT**

#### **Compte rendu des dernières décisions prises par la Présidente en vertu des attributions déléguées par le conseil**

**LA PRESIDENTE** expose que par délibération n° COM 2014-04-02 /17 du 28 avril 2014, le conseil communautaire lui a délégué certaines de ses attributions.

En application de l'article L. 5211-10 du CGCT, le conseil communautaire est appelé notamment à se prononcer sur le compte rendu des dernières décisions qu'elle a prises dans ce cadre.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, a pris acte des décisions prises par la Présidente en vertu de la délégation d'attribution du Conseil communautaire du 09 décembre 2014 au 31 Mai 2015.***

## **CINQUIEME POINT**

### **Autorisation donnée à la Présidente à signer le protocole de mobilisation et de solidarité permettant de faire face aux arrivées massives d'algues sargasses sur le littoral guadeloupéen**

**LA PRESIDENTE** expose que les algues Sargasses impactent toute la zone Caraïbe et les côtes du sud-est des Etats Unis. Elles sont présentes de façon aléatoire sur le littoral Guadeloupéen depuis 2010 avec des arrivées importantes mais saisonnières en 2011 et en 2014, et des échouages plus rares en 2012 et en 2013.

Depuis le deuxième semestre 2014, le phénomène est désormais quasi continu et beaucoup plus important. L'épisode du mois d'avril 2015 a atteint une intensité jamais connue jusque-là.

Le ramassage des algues sur les plages relève en principe de la compétence des communes. Mais eu égard à l'importance du phénomène, ces dernières n'ont plus suffisamment de ressources tant humaines que financières pour y faire face seules.

Compte tenu de l'impact conséquent que peut avoir cette situation tant sur l'activité économique que sur la santé publique, les différents acteurs institutionnels, sous l'égide de la Préfecture, ont décidé de se réunir pour lutter contre ce fléau.

En effet, il est prévu qu'une vingtaine de jeunes soient recrutés pour nettoyer le littoral des plages pollué. La CANGT sera la tête de file pour gérer cette pollution sur le Nord Grande-terre.

Ainsi, il a été décidé de signer un « *protocole de mobilisation et de solidarité permettant de faire face aux arrivées massives d'algues Sargasses sur le littoral Guadeloupéen* » dont l'objet est de mutualiser l'information et les moyens.

**M. MORNAL** indique que la responsabilité financière incombe avant tout à l'Etat qui doit prendre ses responsabilités.

**M. DELTA** précise que cette action est salubre en ce qu'elle favorisera le redémarrage de l'économie touristique sur la commune d'Anse-Bertrand.

**M. FRANCFORT** rappelle que les communes étaient dans l'attente de ce type d'actions.

**LA PRESIDENTE** insiste sur le soutien financier de l'Etat qui est important.

**M. BERNARD** demande une précision sur le montant de la participation financière de la CANGT.

**LA PRESIDENTE** indique un montant prévisionnel de 100 000 €. Elle précise que les services de l'Etat vont créer un comité de pilotage qui permettra de recenser les besoins des communes.

**M. HERMIN** attire l'attention sur le fait que l'Etat, maître d'ouvrage de l'opération, a une plus faible participation financière que la CANGT.

19h25 : arrivée de Mme MAMERT-LISTOIR Sabine

**Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide d'approuver à l'unanimité des votants le projet de protocole, d'autoriser la Présidente à signer ledit protocole ainsi que tout acte y afférent et d'inscrire au budget les dépenses qui en découleront.**

## **SIXIEME POINT**

### **Ouverture d'une ligne de trésorerie**

**LA PRESIDENTE** expose que la CANGT pour ses besoins de financement de 2015, souhaite disposer d'une ligne de trésorerie de deux millions cinq cent mille euros (2 500 000 €) pour faire face à des besoins momentanés de trésorerie.

Une consultation a été réalisée auprès de deux organismes bancaires. Il est proposé de retenir l'offre du Crédit Agricole pour un montant de 2 500 000 €, selon les conditions suivantes :

- **Opération** : Ligne de trésorerie à court terme d'un montant de 2 500 000 € ;
- **Prêteur** : Crédit Agricole ;
- **Durée** : 364 jours ;
- **Conditions financières** : Ouverture d'une ligne de crédit de Trésorerie index Euribor trois mois moyenné + 2.50 % flooré à 2.50 % ;
- **Périodicité des échéances** : Mensuelle ;
- **Base de calcul** : exact/360 ;
- **Frais de dossier** : 2 500 € ;
- **Montant minimum tirages / remboursement** : 15 000 €.

**M. HERMIN** demande des précisions quant au choix de solliciter les deux organismes bancaires indiqués.

**Mme SERMANSON** s'interroge sur la durée de 364 jours.

**M. FRANCOIS-JULIEN**, Directeur Général de la CANGT, explique que la ligne de trésorerie correspond à une autorisation de découvert avec des droits de tirage. Les intérêts ne sont que sur la durée des sommes utilisées. Il précise aussi que les établissements bancaires ne sont pas nombreux à proposer ce type de produit, ce qui explique le choix des deux banques sollicitées.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide d'autoriser la Présidente à signer la convention à intervenir portant ouverture d'une Ligne de Crédit de Trésorerie dans les conditions précisées ci-dessus et d'autoriser la Présidente à procéder sans autre délibération, aux demandes de versements des fonds et aux remboursements dans les conditions prévues par la convention portant ouverture d'une Ligne de Crédit de Trésorerie.***

## **SEPTIEME POINT**

### **Modification de la délibération du 14 avril 2015 n° COM 2015-04-03/37 portant vote des taux des impôts directs**

**LA PRESIDENTE** rappelle que lors du vote du budget primitif les collectivités et établissements publics se prononcent sur les taux des impositions. Les taux concernés sont en matière d'impôts ménages, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), la taxe d'habitation (TH), la taxe sur le foncier bâti (TFB) et la taxe sur le foncier non bâti (TFNB) et la fiscalité économique.

Elle explique que les disparités de taux appliqués sur le territoire ont nécessité la mise en œuvre d'une politique d'harmonisation par un lissage des taux sur une période de 10 ans.

Ainsi, par délibération en date du 14 avril 2015, la CANGT a délibéré sur les taux des impôts directs.

Force est de constater, qu'une erreur matérielle s'est glissée dans cette délibération. Le taux de la TEOM d'Anse-Bertrand étant non pas de 8. 84 %, mais de 8. 44 % comme précisé dans le tableau ci-après.

Tableau placé dans la délibération concernée :

COMMUNES	Taux 2015 en %
LE MOULE	9.08
MORNE A L'EAU	9.63
PETIT CANAL	11.52
PORT LOUIS	11.35
<b>ANSE BERTRAND</b>	<b>8.84</b>

Tableau rectifié proposé :

COMMUNES	Taux 2015 en %
LE MOULE	9.08
MORNE A L'EAU	9.63
PETIT CANAL	11.52
PORT LOUIS	11.35
<b>ANSE BERTRAND</b>	<b>8.44</b>

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide à l'unanimité de modifier la délibération n° COM 2015-04-03/37, portant vote des taux d'imposition, en modifiant le taux de la TEOM applicable à Anse-Bertrand et en le fixant à 8.44 %.***

## **HUITIEME POINT**

### **Adhésion de la CANGT au Comité National d'Action Sociale (CNAS)**

Sur demande de la Présidente, **M. ALEXIS**, DGA du Pôle logistique, explique qu'en vertu de l'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, l'action sociale, collective ou individuelle, vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles.

Généralisée à l'ensemble des agents de la fonction publique territoriale depuis la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale, l'action sociale représente une dépense obligatoire pour les employeurs publics (article 71 de la loi susvisée).

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Guadeloupe (CDG), en vertu de ses compétences facultatives a choisi d'accompagner les collectivités dans leur obligation en matière d'action sociale. Afin de mener à bien cette mission, après mise en concurrence, le centre de gestion a opté pour la signature d'une convention de partenariat avec le Comité National d'Action Sociale.

Le CNAS propose à ses bénéficiaires un très large éventail de prestations (aides, secours, prêts sociaux, vacances, loisirs, culture, chèques-réduction) qu'il fait évoluer chaque année afin de répondre à leurs besoins et à leurs attentes.

**M. ALEXIS** précise que l'adhésion se fait par voie de convention soit :

- au 1<sup>er</sup> janvier : la cotisation annuelle correspondant à 197,89 € par agent. L'adhésion étant prise en compte au 1<sup>er</sup> janvier et les prestations sont versées avec effet rétroactif.
- au 1<sup>er</sup> septembre, une proratisation étant alors effectuée. La cotisation est ramenée au tiers de sa cotisation annuelle et les prestations qui pourront être versées devront avoir une date d'événement égale ou postérieure au 1<sup>er</sup> septembre.

Plus précisément, concernant la cotisation :

**Pour l'année 2015 :**

La première année d'adhésion, la cotisation est calculée sur la base de l'effectif multipliée par la cotisation planché qui correspond à 197,89 € par agent.

**Pour les années suivantes :**

La cotisation sera calculée sur la base d'un pourcentage de la masse salariale N-1. A titre indicatif, pour l'année 2015 le pourcentage est de 0.86%.

Il est rappelé que le Comité technique a été saisi de la question.

Il est indiqué qu'en cas d'adhésion, la CANGT doit désigner deux délégués (un élu, un agent), représentants institutionnels de la structure, qui auront pour mission de participer à la vie des instances, relayer l'information ascendante et descendante et faire la promotion du CNAS. Ils siégeront à l'assemblée départementale annuelle.

**M. MANICOM** félicite la Présidente de cette décision et espère que le personnel de la commune du Moule aura la possibilité de bénéficier de cet avantage.

**LA PRESIDENTE** précise que toutes ces actions seront attribuées aux personnels du Moule avant la fin de l'année.

**Mme MANETTE** s'interroge sur le mode de calcul de la cotisation.

**Mme GOMBAUD-SAINTONGE PASBEAU**, Directrice de l'administration générale et des affaires juridiques de la CANGT, indique que la première année, la cotisation sera effectuée avec effet rétroactif, pour un montant de 197,87 et que pour les années suivantes, la cotisation sera calculée sur la base d'un pourcentage de la masse salariale N-1.

**M. ALEXIS** précise qu'il faut uniformiser l'adhésion puisque la Direction Eau et Assainissement de la CANGT, en tant qu'ex SIGF, avait déjà adhéré au CNAS ; l'effet rétroactif leur permettrait de conserver leurs droits.



**M. MORNAL** précise que le personnel a déjà bénéficié de beaucoup d'avantages et s'interroge sur le fait que le personnel non adhérent pour l'heure, puisse profiter des mêmes avantages que ceux des services Eau et Assainissement qui étaient déjà adhérents.

**M. PORLON** réalise un rapide calcul et précise que le montant de 19 700 € avec l'effet rétroactif pour l'année, n'aura pas une forte incidence sur le budget de la CANGT.

**Mme SERMANSON** propose que l'adhésion se fasse au 1<sup>er</sup> septembre au lieu du 1<sup>er</sup> janvier 2015, comme proposé dans la notice.

**LA PRESIDENTE** propose quant à elle, que l'adhésion se fasse avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2015. Elle est suivie en ce sens par les membres du conseil.

*Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide à l'unanimité de mettre en place une Action Sociale en faveur du personnel en adhérant au CNAS à compter du 1er janvier 2015.*

*Il est décidé également à l'unanimité, d'autoriser la Présidente à signer la convention d'adhésion au CNAS, de verser au CNAS une cotisation égale au nombre d'agents de l'année multiplié par la cotisation moyenne N-1 et d'inscrire cette dépense au budget.*

*L'élu délégué au CNAS a été désigné par vote à main levée, à l'unanimité : il s'agit de M. Grégory MANICOM.*

*La Présidente indique qu'elle désigne Mme AILOUNAKIN Mylène, DRH de la CANGT, comme fonctionnaire représentant la CANGT dans les instances du CNAS.*

## **NEUVIEME POINT**

### **Information sur la mise à disposition d'un agent**

**LA PRESIDENTE** rappelle que la mise à disposition des fonctionnaires est prévue par les articles 61 et 61-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant statut général de la fonction publique territoriale.

Le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux en précise les modalités.

Dans le cadre de la mutualisation entre la CANGT et ses communes membres, **MADAME LA PRESIDENTE** informe l'assemblée délibérante que Madame Lisa CYPRIEN-VOUSEMER, attaché principal, sera mise à disposition à hauteur de 50% de la quotité de son temps de travail à la commune d'Anse-Bertrand.

Une convention viendra préciser notamment les conditions de mise à disposition, la nature des fonctions qui lui seront confiées, ses conditions d'emploi et les modalités de contrôle et d'évaluation de ses activités.

**LA PRESIDENTE** demande à Mme CYPRIEN-VOUSEMER de se présenter.

**Mme CYPRIEN-VOUSEMER** expose les missions qu'elle a exercées au Conseil Départemental (responsable des affaires foncières). Elle indique qu'à la CANGT, elle est chargée des affaires foncières et travaille en collaboration avec M. TOUMSON, DGA en charge du pôle développement économique et solidarité, afin de suivre les projets d'aménagement notamment sur le volet de sécurisation foncière.

S'agissant de la commune d'Anse-Bertrand, elle secondera le DGS, Mme TELCHID, sur des missions d'administration générale.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, prend acte que la Présidente signera ladite convention de mise à disposition qui prendra effet au 1er septembre 2015.***

## **DIXIEME POINT**

### **Retrait de la délibération COM 2015-02-02/14 portant attribution d'une indemnité forfaitaire de frais de représentation aux DGA**

**LA PRESIDENTE** expose que par délibération n° COM 2015-02-02-14 du 27 février 2015, l'organe délibérant de la communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre a approuvé le versement de l'indemnité forfaitaire de représentation aux directeurs généraux adjoints de la CANGT.

Dans le cadre du contrôle de légalité, les services de l'Etat par courrier en date du 20 avril 2015, ont demandé de retirer cette délibération au motif suivant :

Selon l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes, seuls les directeurs généraux adjoints des établissements publics de coopération intercommunales à fiscalité propres de plus de 80 000 habitants sont concernés par l'attribution des frais de représentation.

La population totale de la CANGT étant de 59 230 habitants, les directeurs généraux adjoints de la CANGT ne peuvent percevoir cette indemnité.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide à l'unanimité de procéder au retrait de la délibération n° COM 2015-02-02-14 en date du 27 février 2015, portant attribution de la prime de représentation aux DGA de la CANGT.***

## **ONZIEME POINT**

### **Attribution d'une subvention pour le prix des marins pêcheurs guadeloupéens 2015**

**LA PRESIDENTE** rappelle que le « PRIX DES MARINS PECHEURS GUADELOUPEENS » qui s'est tenu les 12, 13 et 14 juin 2015 à Morne-A-L'Eau et Port-Louis, est un prix littéraire attribué par un jury de pêcheurs organisé par l'association « Paroles d'une Grande-Terre » qui a pour objet de favoriser l'accès à la culture, à la connaissance et de croiser les imaginaires.

Un jury composé de cinq marins pêcheurs originaires des communes de Port-Louis, d'Anse-Bertrand et de Morne-A-L'Eau désigne le meilleur roman francophone de l'année parmi les trois romans préalablement sélectionnés par la dizaine de membres du club de lecture de la médiathèque de Port-Louis.

De nombreuses activités ont été organisées autour du livre, de la pêche et de la mer à l'attention du public.

L'association « *Paroles d'une Grande-Terre* » a exprimé son souhait de participer grâce à cette manifestation, à la redynamisation économique de la région en mettant en avant la profession de pêcheurs et le secteur du livre. C'est ainsi, que par courrier en date du 18 mars 2015, son Président a sollicité la CANGT pour l'octroi d'une subvention d'un montant de mille cinq cents (1 500) euros.

**LA PRESIDENTE** rappelle aux maires présents qu'il serait souhaitable de définir en amont les projets d'actions des communes à subventionner.

**M. DELTA** propose que la commission développement économique se réunisse afin de définir les modalités d'attribution des subventions et le choix des actions à venir.

**Mme MEKEL** précise concernant la demande de subvention soumise au conseil, que durant cette manifestation, des associations des cinq communes faisant partie du périmètre de la CANGT ont participé aux différentes actions, ce qui permet de justifier la participation de la CANGT.

**M. DARTRON** croit que ce projet a une dimension éducative assez forte compte tenu de la volonté d'associer la jeunesse à la démarche. Notamment, suite à la rencontre à Petit-canal sur le débat des priorités du territoire, il estime qu'il y a des liens permettant de positionner la CANGT dans ce projet.

**M. MANICOM** indique que la culture n'est pas de la compétence de la CANGT et qu'il ne comprend pas le soutien accordé à cette association. Il désapprouve et précise qu'il votera contre cette sollicitation.

**M. SIOUMANDAN** quant à lui, approuve la demande mais retient également, qu'il faut définir les modalités d'attribution des subventions pour éviter tout risque d'abus.

**M. BERNARD** précise que Port-Louis n'a pas les moyens d'animer seule sa commune, et qu'il n'est pas contre un soutien financier de la CANGT.

*Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide d'attribuer une subvention de mille cinq cents (1 500) euros à l'association « Paroles d'une Grande-Terre » pour le PRIX DES MARINS PECHEURS GUADELOUPEENS 2015 et d'inscrire cette dépense au budget selon le vote suivant :*

*Pour : 27*

*Contre : 1 (M. Manicom Grégory)*

## **DOUZIEME POINT**

### **Ajustement tarifaire relatif à la participation parentale pour le transport scolaire sur le territoire de Morne-à-l'Eau**

A la demande de la Présidente, **M. SAHAI**, Directeur du Transport et de la mobilité, explique que dans le cadre de la reprise des existants en provenance des communes et de la Communauté de Communes (ex CCNGT), la CANGT avait en juillet 2014 décidé de fixer la participation de la part parentale au transport scolaire telle qu'elle existait en amont de la prise de cette compétence.

Que depuis, la Communauté d'Agglomération a décidé de s'inscrire dans une démarche d'harmonisation de sa politique tarifaire. Il indique que la Commission Transport s'est réunie le 23 mai 2015 et a émis un avis favorable sur la phase suivante du processus d'harmonisation.

A ce jour, les usagers s'acquittent de 12,48 € tous les mois. Cette situation aboutit à mobiliser mensuellement les usagers et les ressources (humaines et matérielles) de la CANGT.

Il s'agit d'aligner la commune Morne-à-l'Eau sur l'ensemble des autres communes du territoire d'autant plus que la modernisation et l'informatisation du transport scolaire via la généralisation d'un logiciel de gestion du transport scolaire nécessite le passage à un paiement trimestriel.

Ainsi, la nouvelle tarification du transport scolaire pour la commune de Morne-à-l'Eau est proposée comme suit :

**Tarification proposée pour la commune de Morne-à-l'Eau**

**(Passage à une tarification et à un paiement trimestriel)**

Nom circuit	Etablissements desservis	<b><i><u>Tarif</u></i></b> <b><i><u>trimestriel</u></i></b> €
CIRCUIT N°1	Collège Charles de GAULLE – Lycée Gerty Archimède Lycée Faustin FLERET	35,00 €
CIRCUIT N°2	Collège Charles de GAULLE – Lycée Gerty Archimède Lycée Faustin FLERET	35,00 €
CIRCUIT N°3	Collège Charles de GAULLE – Lycée Gerty Archimède Lycée Faustin FLERET	35,00 €
CIRCUIT N°4	Collège Charles de GAULLE – Lycée Gerty Archimède Lycée Faustin FLERET	35,00 €
GOSIER A5	Lycée Louis DELGRES du Moule	35,00 €
MORNE A L'EAU A1	Lycée de Capesterre Belle Eau	35,00 €
MORNE A L'EAU A2	Lycée de Port Louis	35,00 €
MOULE A1	Lycée Hôtelier	35,00 €
MOULE A5	Lycée Baimbridge – Jardin d'Essai – UAG	35,00 €
MOULE A6	Lycée CARNOT – Maîtrise de Massabielle – Boc CALMET	35,00 €
MOULE A7	Lycée Providence	35,00 €
MOULE A8	Lycée de Trioncelle à Baie-Mahault	35,00 €
MOULE A9	Lycée du Lamentin	35,00 €
MOULE A10	Lycée de Petit Bourg	35,00 €
MOULE A 11	Lycée Augustin ARRON de Baie-Mahault	35,00 €

**M. DARTRON** souhaite que la dénomination des lycées soit indiquée dans la présentation des futurs tableaux de tarification. Il précise de plus, que la réalisation d'un référentiel de base soit mis en place afin d'évaluer le taux de satisfaction de la population tant pour le transport que pour la collecte des ordures ménagères.

**M. DELTA** pense également que la mise en place d'un référentiel pourrait être utile pour l'amélioration du service public et propose qu'un agent fasse remonter les informations.

**M. FRANCOIS-JULIEN** indique aux élus que la mise en place d'un système d'interaction avec la population sur les missions de la CANGT est envisagée. Le référent de la CANGT pour ce faire, étant M. ALEXIS. Il précise que cependant, ce sont des procédures longues à mettre en place.

**M. BERNARD** souligne que si le transport des lycéens est fait correctement, celui des personnes n'est toujours pas optimal.

**M. SAHAI** rappelle que le transport interurbain relève de la compétence du Conseil Départemental alors que le transport urbain relève de la CANGT. La délégation de service public (DSP) avec le conseil départemental n'ayant jamais été mise en place concrètement. Il indique que la CANGT lancera une procédure (après étude) afin de mettre en place un service de transport urbain sur son territoire entre Anse-Bertrand et Morne-A-L'Eau, Petit-Canal et Le Moule et à l'intérieur des terres de Morne-A-L'Eau.

**M. SIOUMANDAN** s'interroge sur la possibilité de récupérer de manière dématérialisée, les documents nécessaires à l'inscription des enfants.

**M. SAHAI** répond que c'est un processus qui est lancé et qui nécessite la création d'un site internet.

**M. DELTA** propose de mettre son site internet à la disposition de la CANGT.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide à l'unanimité de fixer la tarification du transport scolaire sur le territoire de la commune du Moule comme indiqué dans le tableau placé ci-dessus.***

## **TREIZIEME POINT**

### **Détermination du lieu de la prochaine séance**

**LA PRESIDENTE** rappelle que les séances du Conseil Communautaire doivent être organisées au siège de la Communauté d'Agglomération ou dans un lieu choisi par le conseil, dans l'une des communes membres.

Elle propose que la prochaine séance du conseil communautaire se tienne dans la commune du Moule.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide à l'unanimité, de fixer le lieu de la prochaine séance à la mairie du Moule.***

La Présidente remercie l'assemblée et lève la séance, il est 20h42.

**Le secrétaire de séance**

**La Présidente**

**Joseph HILL**

**Gabrielle LOUIS-CARABIN**